



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Strasbourg, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ANTARGAZ

Immeuble Reflex
4 place Victor Hugo
92400 Courbevoie

Références : S-25-1337RP

Code AIOT : 0006202268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2025 dans l'établissement ANTARGAZ implanté RUE PAUL DOUMER 88190 GOLBEY. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection concerne les risques liés aux opérations de dépotage. Elle s'inscrit dans le cadre du retour d'expérience suite à un accident survenu en 2022 à Ambes (33) lors d'une opération de dépotage d'ammoniac utilisant des raccord « type Weco » avec un écrou à frapper.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- RUE PAUL DOUMER 88190 GOLBEY
- Code AIOT : 0006202268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Les activités de la société ANTARGAZ FINAGAZ - GOLBEY sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2121/95 du 30 novembre 1995 modifié.

Ce dépôt de GPL, classé SEVESO Seuil Haut, est constitué de deux réservoirs sous talus de 400 m³ pouvant contenir jusqu'à 415 tonnes de GPL (propane) à 12 bars de pression. Les réservoirs sont alimentés par des wagons-citernes d'une capacité de 50 tonnes et ponctuellement des camions « gros porteurs » d'une capacité de 20 tonnes. Le propane est ensuite redistribué vers les clients par des camions « petits porteurs » de 9 tonnes ou « gros porteurs » de 20 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression ;
- Vieillessement (AM du 04/10/2010).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2° de l'annexe I (partiel)	Sans objet
2	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Recensement des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3° de l'annexe I (partiel)	Sans objet
4	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)	Sans objet
5	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III	Sans objet
6	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)	Sans objet
7	État des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)	Sans objet
8	Recensement des tuyauteries soumises à la réglementation relative au PM2I	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)	Sans objet
9	Mesure de maîtrise des risques	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 181-25 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, les constats relevés n'ont mis en avant aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2° de l'annexe I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2° de l'annexe I (partiel) de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.</p> <p>Article 47 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle vise à s'assurer que l'exploitant a bien pris en compte l'analyse du retour d'expérience (REX) de l'accident d'Ambès survenu en 2022 lors de l'utilisation d'un écrou à frapper au cours d'un dépotage.</p> <p>Le site de Golbey est effectivement équipé du même type d'écrou. Au nombre de 5, ils sont situés au niveau des déchargements des camions et des wagons.</p> <p>L'exploitant a bien connaissance du REX susmentionné. Une newsletter réalisée en janvier 2023 pour tous les sites Antargaz a notamment été présentée à l'Inspection ; elle présente l'accident et son analyse. Il avait également connaissance de l'accident similaire survenue en Allemagne dans les années 2000.</p> <p>L'exploitant déclare que l'organisation mise en place répondait déjà aux recommandations émises dans le rapport d'analyse du BEA-RI. Il convient notamment de noter que les opérations de connexion/déconnexion sont uniquement assurées par le personnel du site qui est formé et habilité pour ce type d'intervention.</p> <p>De plus, un prestataire vient vérifier chaque année ces écrous : vu fiche de suivi de l'écrou WECO 3'' du poste CHGT wagon SD4675 4692 réalisé le 16/07/2025, vu utilisation de la GMAO où les écrous sont répertoriés.</p> <p>Lors de la visite du site, les 5 écrous ont été observés. Leur état n'a pas soulevé de remarque particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise de l'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes [...] de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit [...] des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] <ul style="list-style-type: none">• les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur [...] une tuyauterie contenant des substances dangereuses [...].
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'accès au site et le chargement en GPL d'un camion petit porteur ont pu être observés. Comme pour toutes les livraisons et chargements, l'accès au site est protégé et possible seulement en présence du personnel du site. Les informations concernant le chauffeur et le camion sont vérifiées au niveau du portail, puis un enregistrement est effectué par le chauffeur au poste d'accueil. Tous les chauffeurs qui accèdent au site sont formés (présentation d'un film, contrôle conducteur, compagnonnage,...). C'était bien le cas du chauffeur qui est intervenu : vu fiche de contrôle conducteur MOD-227 complétée le 31/07/2025, vu fiche de compagnonnage, contrôle des connaissances, et quizz accueil sécurité complétés le 10/10/2025. Les consignes de sécurité sont bien affichées à côté du poste de chargement : vu mode opératoire « Consigne particulière transfert GPL » GOL-OP-011 daté du 12/02/2025. Il y a également un dispositif « homme-mort » situé au même endroit. Le chauffeur a bien respecté ce mode opératoire, et connaît les consignes de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recensement des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3° de l'annexe I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3° de l'annexe I (partiel) de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement :</p> <p>[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none">• le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du [20 novembre 2017] relatif aux équipements sous pression [...] <p>Article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un document référencé MOD-2175 qui a été transmis à l'Inspection avant la visite sur site.</p> <p>Dans ce document, on retrouve bien pour chaque équipement identifié, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection, et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.[...]</p> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour tous les équipements : <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;• les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;• en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;• pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une GMAO qui lui permet d'identifier ses équipements, d'assurer le suivi et de tracer l'ensemble des opérations réalisées. L'exploitant s'appuie sur le guide professionnel DT 96.</p> <p>Des documents ont été examinés par échantillonnage. Le dossier de la tuyauterie 200/150 GPL 100.2 AC PN50 a par exemple été observé. Dans celui-ci, il y avait notamment le rapport de requalification périodique réalisée le 23/10/2025, qui concluait sur une situation satisfaisante.</p> <p>Le programme de contrôle PL-TUY-03-075-15 des tuyauteries de Golbey a également été observé. C'est un contrôle annuel visuel en interne dont le dernier date du 28/06/2024. Il n'y a pas eu de contrôle cette année car il y a eu une requalification des équipements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
Constats : Le programme de contrôle est suivi via la GMAO déjà évoquée dans les points précédents. Par échantillonnage, le compte-rendu de l'inspection périodique de la tuyauterie 80 GPL 510.0 AC PN50 a été observé. Réalisée le 16/03/2022, le résultat est satisfaisant. Dans ce compte-rendu, il y a un organe de sécurité qui est mentionné : la soupape PST023 / 1435269. Le PV de contrôle de fonctionnement de la soupape daté du 21/06/2019 a été examiné. Celle-ci est suivie tous les ans via un contrôle visuel. Tous les 10 ans, lors de la requalification des réservoirs, les soupapes sont retarées ou changées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : I. L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] <ul style="list-style-type: none">• trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;• six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;• [...] dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. II. La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
Constats : Le suivi des requalifications périodiques est assurée via la GMAO et le document MOD-2175 déjà évoqué dans un point précédent. Le rapport de requalification périodique de la tuyauterie 200/150 GPL 100.2 AC PN50 réalisée le 23/10/2025 a été observé. Il a conclu sur une situation satisfaisante. Aucun retard ne figure dans le tableau de suivi de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : [...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]
Constats : La visite du site a permis d'observer de nombreux équipements au niveau des postes de chargement camion, livraison camion et déchargement wagon. L'état de ces équipements n'a soulevé aucune remarque particulière. La présence des plaques d'identification a par ailleurs été vérifiée par échantillonnage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Recensement des tuyauteries soumises à la réglementation relative au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3° de l'annexe I (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
Prescription contrôlée : <p>3° de l'annexe I (partiel) de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement :</p> <p>[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none">• le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; [...] <p>Article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, [...]4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none">• les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ;• les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ;• les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé. [...]
Constats : <p>L'exploitant déclare ne disposer d'aucun équipement soumis à la réglementation PMII. L'ensemble des tuyauteries du site font l'objet d'un suivi au titre de l'arrêté du 20 novembre 2017 (réglementation ESP).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesure de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 181-25 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Article L. 181-25 (partiel) du code de l'environnement [...] [L'étude de dangers] définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. B.2 du 1.2.9 de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 [...] Je vous demande de veiller de manière particulière aux propositions de classement en probabilité du BLEVE des citernes mobiles. La probabilité du BLEVE de ces matériels au poste de transfert ne peut être considérée dans la classe de probabilité la plus faible que si l'installation dispose au moins des meilleurs standards de la profession c'est-à-dire, a minima, un système d'arrosage automatique et une mise en sécurité du site tous les deux asservis à la fois à une détection flamme, une détection gaz et une intervention humaine sur arrêt d'urgence. [...]
Constats : La matrice MMR (Mesure de Maîtrise des Risques) réalisée dans l'étude de dangers présente plusieurs phénomènes dangereux avec une classe de probabilité la plus faible (E). Afin de pouvoir accepter cette situation, conformément à la circulaire du 10 mai 2010 susmentionnée, l'exploitant confirme que son système d'arrosage automatique et que la mise en sécurité du site sont tous les deux asservis à la fois à une détection flamme, une détection gaz et une intervention humaine sur arrêt d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite